



81^e Congrès du Parti socialiste

AVRIL 2025

**CONTRIBUTIONS
GÉNÉRALES**

**AVENIR
SOCIALISTE**

Avenir Socialiste

Premier signataire : **Paul CHRISTOPHLE**

“Notre mission, comme parti, est précisément de constituer cette société nouvelle. Elle ne varie pas, elle ne variera pas.”

**Léon Blum, discours
au Congrès national de la SFIO de 1936**

Par cette contribution, nous entendons jeter les bases d'une doctrine pour notre époque et celles à venir. Il ne s'agit pas de gérer le présent, mais de préparer l'avenir. Ce que nous proposons, c'est un socialisme renouvelé, repensé, réarmé, fidèle à son exigence première : transformer la société pour émanciper les êtres humains.

Nous le savons, un parti qui ne gagne pas la société est incapable de la gouverner. Ce que nous engageons ici dépasse le cadre d'un Congrès. Ce projet ambitieux appelle à une œuvre méthodologique et organisationnelle d'envergure, marquant le début d'un mouvement qui s'ouvre avec le Congrès, mais qui ne se clôturera pas avec lui.

Le monde d'hier se désintègre sous nos yeux, nous plongeant dans une incertitude croissante. Cette réalité, il nous faut l'admettre avec lucidité, tout en rejetant le fatalisme ambiant distillé par nos adversaires politiques. La chute du Mur de Berlin, autrefois célébrée comme l'annonce d'une fin de l'Histoire, a ouvert une période d'hégémonie du système économique néolibéral, prétendument

affranchi de toute entrave. Ce système offrait la promesse d'une paix mondiale, où les antagonismes devaient se réduire à des échanges entre vendeurs et acheteurs.

L'invasion de l'Ukraine a fini de mettre un terme au mythe du doux commerce. Ce jour a révélé que le rêve de 1989 n'était qu'une illusion : le triomphe du néolibéralisme est insuffisant à mettre fin aux conflits internationaux. Cette rupture de la promesse de paix remet en question toutes les concessions politiques que le socialisme a pu faire au néolibéralisme. Parallèlement, notre siècle a été témoin de l'essor fulgurant des entreprises numériques, dotées de moyens économiques considérables. Aujourd'hui, des sociétés privées détiennent des pouvoirs et des capacités qui rivalisent avec ceux des États, menaçant ainsi nos démocraties et transformant notre rapport au monde selon leur bon vouloir. Dans le même temps, le numérique sert d'outil pour amoindrir nos services publics et éloigne une partie de la population de l'accès à leurs droits. Seules des normes de régulation robustes pourront protéger nos démocraties de l'aliénation facilitée par ces outils numériques et les réorienter vers l'émancipation.

Pour retrouver sa voix dans le tumulte du monde, l'Europe doit cesser d'être ce simple rouage au service de marchés qui imposent la privatisation de nos services publics. Il est impératif de redonner à la construction européenne des fondations qui dépassent les ambitions économiques et néo-



libérales. Elle doit devenir un acteur clé dans la protection de notre continent, face aux menaces qui mettent en péril notre survie et notre indépendance, mais aussi face aux désordres et aux injustices du capitalisme. Son renforcement ne pourra passer que par le rapprochement de ses institutions avec les citoyens européens.

Dans ce monde en crise, la France n'échappe pas aux troubles ni à la division. La défiance envers les institutions n'a jamais été aussi forte. Le repli sur soi menace et l'ambition universelle de la promesse républicaine peine à se frayer un chemin dans le discours politique.

L'entrepreneuriat politique, né d'une professionnalisation à outrance de la communication, prospère au point d'étouffer la sphère publique. Obsédée par les sondages et les manœuvres stratégiques, la classe politique se complaît dans la quête de franges électorales à travers des discours clivants. Aucune doctrine globale ne semble faire système.

Cette lacune a été mise en lumière par les crises qui ont fissuré notre pays : les Gilets jaunes ont réclamé la réhabilitation du travail ; la Convention citoyenne pour le climat a proposé une nouvelle philosophie de la sobriété ; les opposants à la réforme des retraites ont plaidé pour une société plus digne. Nous devons proposer à ces mouvements un projet collectif global dans lequel s'inscrire. Simultanément, nous traversons une mutation sociétale aux contours flous. La perception de soi change, sans que les organisations politiques ne le perçoivent ou ne parviennent à l'appréhender. Nous vivons l'ère des épidémies de solitude, de l'addiction numérique, et de la transformation des liens affectifs et sociaux. Un discours sensible est impératif pour comprendre la société contemporaine. La gauche doit, à l'instar de Jaurès, parler des bouleversements de l'humain.

La révolution féministe incarne l'une des contradictions majeures du système capitaliste avancé, où l'égalité proclamée masque une domination persistante. Inséparable des logiques d'exploitation, le patriarcat contemporain reproduit les situations de vulnérabilité et maintient des formes de relégation sociale, accentuée selon l'origine des personnes. Le féminisme socialiste doit s'at-

taquer aux structures sociales et culturelles qui perpétuent les violences, les inégalités et les représentations sexistes. L'émancipation égale des femmes exige la redéfinition de nos normes sociales et des réponses prioritaires des services publics pour permettre à chacun d'accéder à sa pleine liberté.

Les néolibéraux, à commencer par Emmanuel Macron, s'enferment dans le confort du déni, incapables d'assumer l'échec d'un modèle qu'ils persistent à sacraliser. Refusant toute responsabilité, ils trahissent leurs propres promesses, et avec elles, les fondements qu'ils prétendaient défendre. Au nom d'une vision étriquée des valeurs et d'un prétendu bon sens, ils travestissent la République, en tordent les principes, en affaiblissent la portée. Ils ne sont plus le rempart face à l'extrême droite, mais favorisent son accession au pouvoir.

À force de compromissions, ils portent atteinte à nos droits, à nos libertés fondamentales, à ce qui fait notre dignité commune. Quel « cercle de la raison » peut agir avec une telle déraison ?

Emmanuel Macron, à l'instar de ceux qui l'ont précédé sur cette voie, s'efforce de faire passer le néolibéralisme non pour ce qu'il est — un choix politique parmi d'autres —, mais pour une fatalité. Il travestit une doctrine en destin, une idéologie en évidence. Il faudrait donc « faire avec » : avec moins d'impôts, avec un soutien financier aux entreprises sans contreparties, avec une politique de l'offre en espérant la demande, avec le mépris des fonctionnaires, avec le rallongement de la durée du travail. Oubliant ceux qui « ne sont rien » parce qu'ils ne possèdent pas assez.

Malgré une percée lors des dernières élections législatives, la gauche et les écologistes restent en grande difficulté. Certes, le Nouveau Front Populaire, puis le front républicain ont empêché l'extrême-droite d'accéder au pouvoir, mais la perspective d'une victoire de la gauche reste lointaine. Le Parti socialiste ne peut l'emporter seul. Il doit approfondir sa capacité à rassembler la gauche politique, intellectuelle, socialiste, citoyenne et toutes celles et ceux qui luttent, il doit protéger toutes celles et ceux que l'extrême-droite menace directement.



Au-delà des centres-villes et des quartiers populaires où la gauche et les écologistes ont souvent emporté des victoires, nous devons reconstruire notre lien avec les zones rurales. C'est toute une réalité sociale à laquelle la gauche doit faire face : les inégalités d'accès aux droits, la concentration des services publics dans les métropoles, l'absence de récit politique, économique et social de la France des petits pavillons et des périphéries. Cette France-là est le symptôme de nos échecs et de nos renoncements, alors que souvent la bataille contre l'extrême-droite y commence.

À cette difficulté électorale s'ajoute une perte de terrain dans la bataille culturelle. Si les grandes tendances d'opinion témoignent d'une avancée du progressisme, d'un attachement aux droits sociaux et aux valeurs républicaines, le débat public est plus que jamais dominé par l'agenda médiatique de l'extrême-droite réactionnaire et des intérêts des plus grandes fortunes du pays. De plus, par calcul ou abandon, la gauche semble avoir déserté certains de ses combats emblématiques : le travail, la promesse républicaine, la laïcité inclusive et émancipatrice, la justice sociale, la lutte contre l'antisémitisme. Elle a laissé ces thèmes être captés par la droite et l'extrême-droite, qui les déforment à leur propre avantage. L'abandon de ces thèmes historiques de la gauche n'a pourtant pas été compensé, au sein de notre parti, par une prise en charge des luttes qui ont émergé ces dernières décennies, pour la transition écologique, pour l'émancipation de la jeunesse des quartiers et des ruralités, pour la lutte contre les discriminations, contre le racisme, contre les violences à l'égard des personnes en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle.

Pour retrouver le chemin de toutes les composantes du peuple et construire une stratégie majoritaire, nous devons affirmer une ligne d'intransigeance sur ces sujets. Ces difficultés ne sont pas nouvelles. Le congrès de Marseille, comme tant d'autres, n'a rien résolu. Rien n'a été tranché, ni sur notre projet de société, ni sur nos propositions sectorielles. La question demeure entière : que doit proposer le Parti socialiste pour constituer une société socialiste ? Qui, parmi nous, peut expliquer ce que nous voulons réellement pour le pays ?

Le Parti socialiste est entravé. Il souffre de lacunes anciennes, tant doctrinales que stratégiques et organisationnelles, l'empêchant de construire une solution adéquate aux problèmes qu'il affronte. Il n'a pour seule doctrine qu'une juxtaposition de mots, un socialisme des adjectifs, anesthésié et inactif, ne mobilisant ni n'accompagnant le monde social. Il est trop souvent un socialisme gestionnaire, alors qu'il devrait être un socialisme de combat.

Cette faillite doctrinale est manifeste dans notre quotidien : notre discours est flou, nos mots peinent à qualifier le réel. Nous naviguons sans boussole entre des postures contradictoires, incapables d'affirmer une vision claire et crédible de la transformation sociale. Les conditions de non-censure lors de la dernière séquence budgétaire illustrent bien ces impasses. Où sont passées nos lignes rouges ? Quelles victoires significatives avons-nous arrachées ? Que retiennent les Françaises et les Français de nos priorités pour améliorer leur quotidien ?

Un Congrès ne doit pas se réduire à une querelle de tendances ou à un règlement de comptes. C'est un moment démocratique qui fait notre force et qui offre l'opportunité d'un débat collectif. Ce qui doit émerger de ce temps, c'est la formulation d'une proposition idéologique lisible et cohérente. Cette contribution ambitionne de promouvoir un Parti qui se ressaisit des aspirations sociales actuelles, non pas pour y répondre dans le cadre néolibéral ou réactionnaire, mais bien dans un cadre proprement socialiste.

Ainsi que le déclarait Jean Jaurès à la Chambre des Députés le 14 décembre 1905, « c'est dans le prolétariat que le verbe de la France se fait chair ». Cela résume en peu de mots ce que doit être la grammaire socialiste de l'identité nationale : une certaine idée de la question sociale.

Liberté, égalité, fraternité : toutes les forces politiques s'en réclament, mais quelle est notre définition de cette devise républicaine ? Comment faisons-nous vivre ces valeurs dans nos combats nationaux et locaux, comment pouvons-nous les incarner pour en donner une lecture socialiste ?

C'est ce fil perdu de la pensée et de la sensibilité socialistes qu'il nous faut renouer. Notre contribution propose au Parti socialiste de partir des échecs et des lacunes des politiques qu'il a soutenues ces dernières décennies, afin de comprendre pourquoi elles n'ont permis ni la juste répartition des richesses, ni l'égalité réelle, indépendamment du genre ou de l'origine, ni la préservation des conditions d'habitabilité de notre planète. Ce n'est qu'à partir de cette réflexion que nous pourrons élaborer un projet global pour le siècle à venir. Face au néolibéralisme et à la montée des droites identitaires, il est impératif de reconstruire une doctrine et un projet socialiste ambitieux, articulant justice sociale et fiscale, fin des rapports de domination, transition écologique et reconstruction démocratique.

Dans cette contribution générale, nous esquissons quelques grandes orientations et propositions soumises au débat militant du congrès et au-delà, dans la perspective de la reconstruction doctrinale générale de notre Parti.

1 _ DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

Nous appelons à la conclusion rapide d'un nouveau traité de sécurité collective intergouvernemental au niveau européen et à la mobilisation des épargnes disponibles pour financer la reconstruction des capacités industrielles européennes. L'Europe doit devenir un continent fiscalement unifié, où ne peuvent exister des paradis fiscaux. Ce n'est qu'à ce niveau que nous pourrons également engager efficacement la transition assurant l'habitabilité de notre planète.

2 _ METTRE FIN AU PATRIARCAT ET AUX RAPPORTS DE DOMINATION

De l'éducation à l'école et à la maison, aux outils numériques qui façonnent notre quotidien, nous devons réimaginer les modes de fonctionnement d'une société nouvelle, féministe, en éradiquant les rapports de violence et de domination.

3 _ METTRE FIN AUX DOGMES ÉCONOMIQUES DOMINANTS

Nous devons affirmer, y compris au sein de l'Union européenne, la souveraineté de la puissance publique sur les infrastructures vitales du commerce et de la société, ainsi que sur les services publics. Pour redonner à l'Etat sa capacité de mettre en œuvre pleinement ses politiques économiques, il est temps d'abolir les règles absurdes de contrôle des aides d'État et de concentration, ainsi que la règle d'or budgétaire.

Nous plaillons également pour l'interdiction des entreprises à but lucratif dans les secteurs de la prise en charge de la vieillesse et de la petite enfance, et pour la création d'un service public de la petite enfance. De même, nous croyons qu'il est temps d'assurer la mixité sociale dans l'enseignement primaire et secondaire, de conditionner le financement de l'enseignement privé au respect des principes républicains de laïcité et d'égalité d'accès et de réguler avec force l'enseignement supérieur privé, qui ne doit plus être financé par des deniers publics.

4 _ CONSTRUIRE UN ÉTAT ÉCOLOGIQUE

Nous proposons de changer radicalement la façon dont est taxé la consommation : la TVA doit être remplacée par une taxe sur la pollution émise et les ressources naturelles prélevées. Ce mécanisme permettra d'orienter durablement nos économies dans une croissance soutenable tout en relocalisant les productions et donc les emplois

Nous devons intensifier la décarbonation de notre énergie et de notre appareil productif, en nous appuyant sur les énergies renouvelables et nucléaire, tout en végétalisant nos centres urbains pour garantir une réelle sobriété. La rénovation thermique des logements, dans le cadre d'un grand plan national d'artisans-fonctionnaires, permettra de transformer rapidement nos conditions de vie.



5 _ RELANCER LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

Nous proposons une refonte globale de la fiscalité sur le revenu, le patrimoine et l'activité afin de redonner, de la manière la plus juste et progressive, les moyens à l'Etat de concrétiser la promesse républicaine dans tous les territoires métropolitains et ultra-marins à travers des services publics fiables, rapides et efficaces. Pour lutter contre l'héritocratie qui mine le pacte républicain, nous défendons l'idée d'une taxation des successions, en particulier des plus-values latentes immobilières et mobilières. Cette taxation devra permettre l'indépendance financière de tous les jeunes à travers une allocation d'autonomie. Nous soutenons un système de retraite équitable et juste avec toutes et tous, basé sur une durée d'assurance dégressive en fonction de la pénibilité, adossé à un fonds de réserve des retraites digne de ce nom. Nous défendons le droit à l'emploi à travers une garantie à l'emploi vert et la généralisation du dispositif zéro chômeurs de longue durée. Les socialistes doivent défendre le droit à un logement abordable et repenser l'ambition de la politique de la ville dans les quartiers prioritaires.

6 _ DÉMOCRATISER NOS INSTITUTIONS

Nous voulons une République réconciliée avec l'esprit parlementaire, où le pouvoir cesse d'être concentré entre les mains d'un seul, et retrouve le souffle collectif de la délibération démocratique. Cela implique une déprésidentialisation réelle de nos institutions : le transfert du pouvoir de dissolution au Premier ministre, un vote d'investiture obligatoire pour tout gouvernement devant l'Assemblée nationale – autant de mesures qui redonneraient sens à la souveraineté populaire exercée par ses représentants.

Mais la démocratie ne saurait vivre uniquement dans les enceintes parlementaires. Elle doit s'enraciner partout où les citoyens veulent peser sur leur destin. C'est pourquoi nous défendons l'inscription du tirage au sort dans le cadre de conventions citoyennes, de renforcer les budgets participatifs dans les communes, en veillant tou-

jours à respecter le pacte républicain de libre administration locale.

Enfin, nos institutions doivent cesser de refléter une société amputée d'elle-même. Elles doivent représenter la France telle qu'elle est, dans toute sa diversité, et non dans l'image figée que les élites politiques se renvoient depuis trop longtemps. Une République démocratique, c'est d'abord une République qui voit, qui écoute, qui inclut.

Pour constituer cet avenir socialiste, le Parti doit restructurer sa manière de produire, transmettre et diffuser son idéal politique pour transformer les mentalités, ainsi que sa manière de consulter ses militants et d'exister localement.

1_ RECONSTRUIRE UNE DOCTRINE GÉNÉRALE

Pour cela, nous proposons la création d'une université interne réunissant cadres du parti, militants, élus, scientifiques et chercheurs, visant à redonner corps à une doctrine socialiste cohérente. Ses travaux, nourris par les sciences humaines et sociales, l'expertise des syndicats et l'expérience des élus, permettront aux groupes parlementaires de s'appuyer sur le travail du parti. Cette université sera un lieu de formation et de débat idéologique, accessible sur tout le territoire. Notre parti doit redonner à la pensée critique un rôle central dans le débat public, développer un récit mobilisateur, ancré dans la culture et les mythes collectifs et encourager la création artistique engagée qui ouvre l'imaginaire vers d'autres possibles.

2_ NOUVELLE DIFFUSION DE LA PENSÉE

Le Parti ne peut plus se contenter d'accompagner les effets du néolibéralisme ; il doit transformer les aspirations majoritaires de la société. Cela implique une refonte de la propagande politique, en intégrant les nouvelles technologies, et en créant des médias propres sur les réseaux sociaux. Investir dans la création d'un hebdomadaire grand public et d'une revue théorique ambitieuse est essentiel. Notre parti doit développer des médias indépendants pour contrer la domination idéologique des grands groupes privés, il doit former à la lecture critique de l'information pour lutter contre la manipulation et la désinformation et faire émerger des voix nouvelles, capables de porter un contre-discours puissant.

3_ MODÈLE DE SOCIÉTÉ DANS NOTRE STRUCTURE

Le Parti doit être le modèle de la société qu'il projette : représentatif de la diversité de la société française, démocratique et coopératif, sans autoritarisme. Les conseils nationaux ne peuvent plus se réduire à une addition de prises de paroles par visio-conférence. Le conseil national doit

être l'instance de remontées des idées provenant des fédérations, de travail sur la ligne politique et de formation des cadres. L'action de terrain doit se renforcer par une meilleure organisation et utilisation des outils numériques, et la prise de décision doit être réorganisée en consultant régulièrement les militants.

4_ APPUI SUR LE SOCIALISME LOCAL

Le Parti doit refonder son organisation militante, permettant à chacun d'agir concrètement. L'engagement ne doit pas se limiter aux campagnes électorales, mais s'incarner dans des actions locales régulières et visibles. Il doit soutenir et multiplier les initiatives de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), développer des communes expérimentales, des zones autonomes où tester une autre organisation sociale et soutenir les coopératives, les circuits courts et les monnaies locales pour réinventer la production et l'échange.

5_ STRATÉGIE DE FRONT DU TRAVAIL ET DES PRODUCTEURS

Nous proposons un front unissant toutes les forces qui luttent contre le capitalisme financiarisé : politiques, syndicales, associatives et citoyennes. Ce front doit rassembler les forces populaires, des salariés aux petits exploitants, pour faire face aux crises politique, économique et culturelle.

Le parti doit initier et accompagner les luttes sociales et écologiques sur le terrain, réactiver des espaces de débat populaire pour reconstruire une culture politique vivante et développer des initiatives citoyennes qui expérimentent un autre modèle de vivre-ensemble.



6 _ UN RÔLE RENOUVELÉ DU PARTI

Le Parti socialiste doit reprendre ses missions d'éducation populaire en formant les citoyens aux enjeux économiques, sociaux et écologiques. Il ne doit pas être une simple machine électorale, mais un espace de transmission du savoir et de construction collective d'alternatives. Il doit s'ancre davantage dans les luttes sociales et écologiques, en soutenant les mobilisations sur le terrain et en intégrant leurs revendications dans les programmes politiques. Il doit redonner aux adhérents et militants une place centrale dans la prise de décision, pour éviter la confiscation du pouvoir par des appareils déconnectés des réalités populaires. Il doit porter des propositions radicales et cohérentes, qui ne se limitent pas à tempérer les excès du marché, mais visent à transformer en profondeur l'organisation sociale et économique.

Aujourd'hui, l'état de nos forces, la défiance populaire, les fractures accumulées nous imposent humilité et lucidité.

Il nous faut renouer le dialogue avec toutes celles et ceux prêts à chercher, à confronter, à construire collectivement. Le rassemblement ne peut être une incantation, ni un simple arrangement électoral à la veille d'un scrutin. Ce n'est pas d'une coalition de circonstance dont la gauche a besoin, mais d'un souffle commun, d'une vision partagée, d'un horizon clair : celui d'une société à rebâtir, juste, libre, fraternelle et sororale.

À nous de la dessiner. À nous de refonder un avenir socialiste.

Signataires

Premier signataire : **Paul Christophe** Député de la 1^{ère} circonscription de la Drôme

REJOINS-NOUS : avenirsocialiste.fr

